



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles  
CEDEX 09  
84905 Avignon

Avignon, le 21/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PURFER**

RD 147 Quartier de la gare  
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : D-0109-2026  
Code AIOT : 0006400440

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement PURFER implanté 261 Route de Camsaud 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Instruction étude de dangers

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER
- 261 Route de Camsaud 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400440
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis le 01/04/2022, la société PURFER, filiale du groupe DERICHEBOURG Environnement, exploite une installation de transit, regroupement, tri et traitement de déchets sur le site de Sorgues (précédemment exploitée par la société Guy Dauphin Environnement).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	EDD / scénarii d'incendie	AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
2	EDD / éclatement réservoir GPL	AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
3	EDD / détection automatique incendie	AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
4	EDD / rétention eaux d'extinction	AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
5	EDD / risque foudre	AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
6	EDD / risque température élevée	AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
7	EDD / aménagement t de prescription / état des stocks	AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant s'est conformé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2024 en transmettant une étude de dangers du site de Sorgues. Toutefois, l'instruction de cette étude, couplée aux constats de terrain effectués lors de la visite d'inspection du 3 mars 2026, mettent en évidence la nécessité d'actualiser cette étude sur différents sujets. L'exploitant s'est engagé sur la transmission d'une version 2 à fin avril 2026.

Par ailleurs, l'exploitant doit également mettre en conformité ses installations en matière de :

- détection automatique de départ d'incendie et de surveillance,
- confinement des eaux d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EDD / scenarii d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2		
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers du site répondant aux dispositions de l'article L181-25 du code de l'environnement.</p>		
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées la mise à jour de l'étude de dangers (EDD) de ses installations exploitées sur la commune de Sorgues.</p> <p>Par courriel du 7 août 2025, l'Inspection a formulé plusieurs observations, besoins de clarification et demandes de compléments, en particulier pour les scenarii d'incendie (DEMANDE).</p> <p>Par courriel du 19 septembre 2025, l'exploitant a apporté des éléments de réponse (RÉPONSE).</p> <p>La visite d'inspection du 3 mars 2026 a permis de vérifier certaines de ces dispositions (CONSTAT).</p> <p>Sur la base d'une première analyse de risque, dix scenarii ont été retenus pour être examinés, parmi lesquels neuf scenarii d'incendie au niveau de différents stockages :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- SR1.2 PAM (petits appareils en mélange) en transit,</li><li>- SR2.1 VHU non dépollués,</li><li>- SR2.7 VHU dépollués,</li><li>- SR3.2 batteries en bennes,</li><li>- SR4 platin (ferrailles à broyer),</li><li>- SR5 pneus et réservoirs,</li><li>- SR6 pare-chocs,</li><li>- SR7 pneus PL (poids lourds) sur la parcelle AO 0044,</li><li>- SR8 bois sur la parcelle AO 0044.</li></ul> <p>Les scenarii d'incendie identifiés ci-dessus ont fait l'objet d'une modélisation des effets thermiques selon l'outil Flumilog, reconnu par le ministère. Les hypothèses de calcul retenues prennent en compte des quantités maximales susceptibles d'être présentes ainsi que certaines dispositions constructives ou aménagements suivants :</p>		
Déchets	Quantités maximales stockées	Dispositions constructives / aménagements

	stockées	aménagements
DEEE/ stockage de PAM	50 m <sup>3</sup>	Paroi REI120 de 1,2 m de hauteur en limite Nord
VHU non dépollués	150 m <sup>3</sup>	Paroi REI120 de 2,6 m de hauteur en limite Nord
VHU dépollués	130 m <sup>3</sup>	Paroi REI120 de 2,5 m de hauteur en limite Est ( <b>à créer</b> )
Batteries	2 bennes de 30 m <sup>3</sup>	Paroi REI120 de 3 m de hauteur en limite Ouest
Platin	350 m <sup>3</sup>	Paroi REI120 de 2,6 m de hauteur en limites Nord et Est / Paroi REI120 de 1 m de hauteur en limite Sud
Pneus et réservoirs	4 bennes de 30 m <sup>3</sup>	Paroi REI120 de 3 m de hauteur en limite Est ( <b>à créer</b> )
Pare-chocs	2 bennes de 30 m <sup>3</sup>	Paroi REI120 de 3 m de hauteur en limite Est ( <b>à créer</b> )
Pneus PL	2 bennes de 30 m <sup>3</sup>	-
Déchets de bois	1 benne de 30 m <sup>3</sup>	-

Pour l'ensemble des scénarii étudiés, les modélisations démontrent que les distances d'effets réglementaires restent contenues dans les limites du site. Étant rappelé que l'emprise du site sur le secteur nord-est s'étend jusqu'en limite de voirie. Les zones représentées sur le plan en forme de triangle et de polygone, situées entre le chantier et la voirie, ne sont pas exploitées. S'y trouve notamment une maison non habitée qui était autrefois utilisée comme logement de gardien. Par ailleurs, des négociations sont en cours pour que PURFER devienne propriétaire du terrain dans un avenir proche (attestation de promesse de vente en date du 02/04/2026 portant sur les parcelles sections AP n° 2 (11 014 m<sup>2</sup>) et AO n° 43 (525 m<sup>2</sup>)).

Néanmoins, pour les 3 scénarii d'incendie suivants, l'étude montre que le flux de 8 kW/m<sup>2</sup>, correspondant aux effets domino, atteint un stockage voisin :

- VHU non dépollués (SR2.1), le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> atteint les stockages voisins, notamment la benne pneu,
- VHU dépollués (SR2.7), le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> atteint les stockages voisins, notamment les bennes de réservoirs et pneus et pare-choc,
- pneus et réservoirs (SR5), le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> atteint les stockages voisins de VHU dépollués.

**DEMANDE 1 :** Fournir un plan général du site permettant d'illustrer que les distances d'effets réglementaires restent contenues dans les limites du site.

**RÉPONSE1 :** L'exploitant a fourni un plan représentant le tracé des flux thermiques générés par les incendies modélisés. Ce plan confirme que les distances d'effets réglementaires restent contenues dans les limites du site.

**CONSTAT 1 :** Il manque le report du scénario SR8 Incendie au niveau du stockage de bois sur la parcelle AO 0044. Le plan général du site doit être complété.

Lors de la visite, il n'est pas identifié de déchets de bois entreposés. L'exploitant déclare qu'à priori il n'y aura plus de transit de déchets de bois sur la plateforme de Sorgues. Pour autant, il souhaite maintenir la possibilité de disposer d'une benne de 30 m<sup>3</sup> pour le transit de bois en cas de besoin.

**DEMANDE 2 :** Proposer des mesures supplémentaires de prévention du risque d'effet domino en cas d'incendie, afin d'éviter la propagation d'un sinistre.

**RÉPONSE2 :** L'exploitant déclare que les flux de 8 kW/m<sup>2</sup> générés par certains scénarii modélisés atteignent potentiellement des stockages voisins, constitués de matières combustibles. Dans ce cas, les effets liés à la propagation de l'incendie initial ont été pris en compte en modélisant les effets d'un incendie au niveau de ces stockages voisins. Afin d'éviter ces risques de propagation, et en lien avec les arrêtés du 22 décembre 2023 et du 8 janvier 2024, l'exploitant envisage la prise des mesures suivantes :

- Maintenir dans la mesure du possible une distance de 5 m entre deux stockages de déchets combustibles ou prévoir une paroi REI 120 de 1 m supérieure au stockage ;
- S'assurer du placement d'un stock incombustible (verre, métaux seuls, ...) en séparation de deux stocks combustibles.

L'exploitant s'est engagé à faire parvenir dans les meilleurs délais, le nouveau plan d'organisation de la plateforme (état projeté, basé sur le plan de récolement post-travaux) permettant de visualiser la prise en compte de ces mesures.

**CONSTAT 2 :** Lors de la visite, il est constaté sur le terrain la modification de certaines zones d'entreposage de déchets qui font l'objet d'une modélisation des effets thermiques dans l'EDD. Les conclusions de l'étude ne sont donc plus entièrement valables. La modélisation générale des effets thermiques doit être mise à jour pour tenir compte de l'exploitation actuelle du site. L'EDD est à compléter pour justifier la mise en œuvre des mesures de prévention proposées pour limiter les effets domino.

**DEMANDE 3 :** Les parois CF120 en limite des îlots de stockages identifiées comme « à créer » ont-elles été réalisées ?

**RÉPONSE 3 :** L'exploitant déclare qu'à ce stade, considérant les travaux en cours, les parois REI 120 à créer n'ont pas toutes été mises en œuvre. L'exploitant s'est engagé à fournir le plan de récolement qui précisera les hauteurs de chaque paroi mise en œuvre.

**CONSTAT 3 :** Lors de la visite, il est constaté sur le terrain que les parois REI120 identifiées dans l'EDD comme « à créer » n'ont pas été réalisées. La modélisation des effets thermiques des trois scenarii pour lesquels une paroi REI120 était à créer doit être ré-évaluer sur la base d'une part de la réorganisation de la plateforme et d'autre part considérant l'absence de ces barrières de sécurité. L'exploitant est tenu de proposer une configuration des stockages pour laquelle les distances d'effets sont contenues dans les limites du site, dans le respect des récentes évolutions de la réglementation (îlots et petits îlots).

**DEMANDE 4 :** Fournir les fiches techniques des parois REI120.

**RÉPONSE 4 :** L'exploitant déclare que sur les parois existantes, installées depuis plusieurs années, il ne dispose pas des fiches techniques relatives aux caractéristiques REI120. Pour celles qui seront mises en œuvre, il fournira les fiches techniques.

**CONSTAT 4 :** Bien que ne disposant pas de fiches techniques pour les parois existantes, l'exploitant doit préciser les caractéristiques de ces parois (matériaux, dimensions, état...).

La visite du 03/03/2026 avait également pour objectif de vérifier sur le terrain les modalités de stockage des déchets retenues dans les 9 scenarii incendie.

L'une des difficultés a résidé dans le déplacement de certaines zones de stockage. Une autre réside dans la vérification d'un volume maximal de stockage exprimé en m<sup>3</sup>, sans marquages de terrain délimitant des surfaces et hauteurs maximales de stockage (VHU non dépollués, VHU

dépollués, platine). D'autre part, les batteries ne sont pas stockées dans deux bennes de 30 m<sup>3</sup> comme indiqué dans l'EDD, mais dans une vingtaine de bacs plastiques.

Sur la base du plan de masse actualisé du site, il est demandé de reporter les quantités maximales de déchets susceptibles d'être stockées et dont les volumes sont repris dans les données d'entrée de la modélisation des effets thermiques. L'exploitant devra justifier comment il s'assure du respect de ces limites physiques sur le terrain (marquages à prévoir).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant, accompagné de son bureau d'étude, s'est engagé sur une échéance à fin avril 2026 pour la transmission d'une version actualisée de l'EDD tenant compte de l'ensemble des demandes formulées ci-dessus.

Il est toutefois convenu que dans cette attente, et avant fin avril 2026, l'exploitant transmette un plan de la situation actuelle des stockages permettant de vérifier que les zones d'effet associées aux différents scénarii d'incendie sont contenues dans les limites du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : EDD / éclatement réservoir GPL**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Explosion

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers du site répondant aux dispositions de l'article L181-25 du code de l'environnement.

**Constats :**

Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées la mise à jour de l'étude de dangers (EDD) de ses installations exploitées sur la commune de Sorgues.

Par courriel du 7 août 2025, l'Inspection a formulé plusieurs observations, besoins de clarification et demandes de compléments, en particulier pour le scénario SR9 « Éclatement réservoir GPL VHU ». Il a été demandé de préciser l'hypothèse retenue et la localisation de la zone de stockage.

Par courriel du 19 septembre 2025, l'exploitant a apporté des éléments de réponse.

La visite d'inspection du 3 mars 2026 a permis de vérifier certaines de ces dispositions.



Sur la base d'une première analyse de risque, dix scénarii ont été retenus pour être examinés, parmi lesquels le scénario SR9 « Éclatement réservoir GPL VHU ». Celui-ci se base sur l'hypothèse de l'éclatement d'un réservoir de GPL. Ces réservoirs, issus des VHU, sont stockés dans une benne de 30 m<sup>3</sup>, au niveau de la parcelle OA n° 044.

L'exploitant déclare avoir pour objectif de supprimer le stock historique, pour ne conserver qu'un stockage réduit limité aux non-conformités ponctuelles rencontrées dans le cadre des apports. Par ailleurs, l'exploitant précise que le scénario retenu prend en compte l'éclatement du « plus gros volume » unitaire des bouteilles entreposées. Chaque volume susceptible d'exploser engendrera des effets similaires, sans possibilité d'envisager l'éclatement d'une capacité correspondant à la somme des capacités unitaires entreposées.

Lors de la visite, il est constaté sur le terrain la présence d'un stock de bouteille de gaz. Le volume présent est estimé à environ trois bennes de 30 m<sup>3</sup> par l'exploitant. Il déclare qu'un travail est en cours sur l'évacuation de ce stock historique.

Lors de la visite de terrain, la présence d'un stock de bouteille de gaz diverses a également été identifié à proximité de la zone de dépollution VHU. Or le plan de masse du site disponible dans l'EDD n'identifie pas ce stockage.

Par ailleurs, à la lecture du rapport technique « Gestion des eaux pluviales et des eaux d'incendie », version 1 du 10/04/2025, réalisé par le bureau d'études Hydrosol, un bassin d'infiltration des eaux de ruissellement devrait être aménagé sur la parcelle OA n° 044, au niveau des bennes de stockage. Ce projet impliquerait le déplacement de la zone de stockage des réservoirs GPL et donc la nécessité d'actualiser l'EDD sur ce point.

L'exploitant déclare que la position du stockage de bouteilles sera actualisée en tenant compte des contraintes VRD et des risques de propagation et s'est engagé à transmettre un plan de récolement définitif dès l'achèvement des travaux.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- quantifier plus précisément la quantité de déchets de bouteille de gaz présentes sur le site et de décrire l'organisation mise en place pour atteindre l'objectif visé, en indiquant les difficultés rencontrées et en précisant l'échéance visée ;
- modéliser le scénario d'éclatement des bouteilles de gaz ou expliquer les raisons pour lesquelles cette modélisation n'est pas pertinente. L'EDD doit prendre en compte le stockage situé à proximité de la zone de dépollution VHU et s'assurer de la gestion du risque associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 3 : EDD / détection automatique incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens mis en oeuvre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers du site répondant aux dispositions de l'article L181-25 du code de l'environnement.  <u>Article 3 de l'AM du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2790 ou 2791 de la nomenclature des ICPE</u> <u>détection et surveillance :</u> « Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent. Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an. » <b>Dispositions applicables depuis le 01/01/2026</b>  <u>Annexe VII de l'AM du 08/01/2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration</u> <u>détection et surveillance :</u> « I.-L'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique nos 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est ainsi modifiée : [...] 4.1.1 dispositions identiques à celles de l'article 3 de l'AM du 22/12/2023 ci-dessus ».

## **Dispositions applicables depuis le 01/01/2026**

### **Constats :**

Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées la mise à jour de l'étude de dangers de ses installations exploitées sur la commune de Sorgues.

Par courriel du 7 août 2025, l'Inspection a formulé plusieurs observations, besoins de clarification et demandes de compléments, en particulier pour les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

Par courriel du 19 septembre 2025, l'exploitant a apporté des éléments de réponse.

En effet, dans l'EDD transmise, l'exploitant déclare qu'il va s'équiper fin 2025 d'une détection automatique incendie au niveau des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables, conformément à ce que prévoient les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables (AMPG du 26/11/2012 modifié installations enregistrées sous la 2712 et AMPG du 06/06/2018 modifié installations enregistrées sous la 2713). Les secteurs ciblés par l'exploitant sont :

- l'atelier de dépollution de VHU,
- la zone de stockage des batteries,
- l'alvéole de stockage de platin,
- les zones de stockage de pneus, pare-chocs, réservoirs issus des VHU.

Les demandes suivantes ont alors été formulées : Pourquoi ne pas cibler d'autres zones ? Notamment celles dont les scénarii d'incendie ont été étudiés ? Fournir un plan de l'implantation visée de ces détecteurs en indiquant les zones qui seront couvertes.

En réponse, l'exploitant a déclaré que pour l'instant, seules les zones qui réglementairement sont prévues par les AM du 22/12/2023 et du 08/01/2024 ont été retenues. À terme, la répartition de la détection automatique d'incendie (DAI) sera décidée conjointement avec les services QSE et les assureurs. Le plan d'implantation de la DAI sera joint dès finalisation de ces choix.

Il ressort de la visite d'inspection du 3 mars 2026 que l'exploitant n'a pas équipé le site de Sorgues d'une détection automatique incendie au niveau des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables. L'exploitant déclare disposer d'un budget pour équiper chaque site du groupe, dont celui de Sorgues. Des caméras thermiques infrarouge, dont le seuil de détection sera à ajuster pour tenir compte des activités du site, seront mises en place. L'exploitant déclare qu'il complétera les secteurs ciblés avec les zones de stockage DEEE et VHU.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en conformité ses installations en matière de détection automatique de départ d'incendie et de surveillance conformément aux dispositions récemment entrées en vigueur.</li> <li>- justifier que toutes les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes (sauf stockages dans des petits îlots).</li> <li>- établir et de transmettre à l'Inspection un plan d'implantation des détecteurs.</li> <li>- actualiser l'EDD pour ce qui concerne la partie détection automatique incendie.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : EDD / rétention eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers du site répondant aux dispositions de l'article L181-25 du code de l'environnement.</p> <p><u>Article 26 bis de l'AM du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation</u></p> <p><i>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>, sauf dérogation prévue à l'article 26 ter.</i></p> <p>[...]</p> <p><i>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.</li> </ul> <p><i>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>[...]</p> <p><i>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées la</p>

mise à jour de l'étude de dangers de ses installations exploitées sur la commune de Sorgues.

Par courriel du 7 août 2025, l'Inspection a formulé plusieurs observations, besoins de clarification et demandes de compléments, en particulier pour la gestion des eaux incendie.

Par courriel du 19 septembre 2025, l'exploitant a apporté des éléments de réponse.

La détermination des besoins en eau et le calcul du volume de rétention nécessaire ont été faits selon les documents techniques D9 et D9A.

Le débit nécessaire calculé est de 60 m<sup>3</sup>/h.

Le dimensionnement du volume de rétention des eaux d'extinction est évalué à 217 m<sup>3</sup>. Le calcul retient une surface de drainage de 9 500 m<sup>2</sup>.

Il a été demandé de préciser cette valeur en joignant un plan représentant la surface retenue.

En réponse, l'exploitant a déclaré avoir recalculé la surface exacte qui sera raccordée au futur quai de rétention. Elle est en réalité de 9 783,44 m<sup>2</sup> (au lieu des 9 500 m<sup>2</sup> calculés dans le D9A), soit un différentiel de + 2,78 m<sup>3</sup> pour la capacité de rétention nécessaire.

L'exploitant a fourni un plan représentant les surfaces concernées.

Dans l'EDD, il est indiqué qu'en cas de sinistre, la collecte des eaux incendie est prévue dans le quai sud entrepôt dont l'étanchéité sera reprise. Ce bassin sera agrandi pour atteindre 280 m<sup>3</sup>. Ce dispositif de rétention sera muni d'une vanne de sectionnement et d'une pompe de relevage.

L'exploitant a également déclaré que le plan de récolement du site sera mis à jour et le volume disponible au niveau du quai permettra d'absorber une surface imperméabilisée supplémentaire voisine de 5 000 m<sup>2</sup> (projet non formalisé à ce jour), correspondant à la surface de la parcelle n° AO 0044.

Lors de la visite d'inspection du 03/03/2026, il est constaté que le projet initial de collecte des eaux incendie prévu dans le quai sud entrepôt n'est plus d'actualité. Il a été abandonné courant janvier 2026, à l'issue de la découverte de réseaux sous l'ancien quai lors du démarrage des travaux, conduisant ainsi l'exploitant à revoir l'ensemble du projet d'implantation du bassin (volume d'eau insuffisant au regard des contraintes rencontrées).

Une nouvelle zone d'implantation du bassin a été identifiée, dans le décroché sud du site. Toutefois, ce positionnement reste conditionné à l'accord d'ENEDIS pour le déplacement d'un pylône électrique. Un courriel de demande leur a été adressé en date du 05/02/2026.

Dans l'hypothèse où une réponse défavorable serait obtenue, l'exploitant étudie également une seconde alternative, consistant à positionner le bassin de confinement au sud-ouest, le long de la clôture.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en conformité ses installations en matière de confinement des eaux incendie conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (article 26bis de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié),</li> <li>- actualiser l'EDD pour ce qui concerne la partie confinement des eaux incendie.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : EDD / risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers du site répondant aux dispositions de l'article L181-25 du code de l'environnement.</p> <p><u>Article 18 de l'AM du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation</u></p> <p><i>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</i></p> <p><i>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. [...]</i></p> <p><i>Cette analyse est systématiquement mise à jour à [...] chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. [...]</i></p> <p><u>Article 19 de l'AM du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation</u></p> <p><i>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</i></p> <p><i>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</i></p> <p><i>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><b>Constats :</b></p>

Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées la mise à jour de l'étude de dangers de ses installations exploitées sur la commune de Sorgues.

Par courriel du 7 août 2025, l'Inspection a formulé plusieurs observations, besoins de clarification et demandes de compléments, en particulier sur le risque foudre.

Par courriel du 19 septembre 2025, l'exploitant a apporté des éléments de réponse.

Une analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par l'organisme 1G Group : rapport en date du 26/12/2024, référencé 1GF.24.2448.

Cet organisme est référencé par l'INERIS dans la liste en date du 20/02/2025 des sociétés certifiées selon le référentiel et les exigences Qualifoudre pour les activités d'analyses du risque foudre, d'études techniques, d'installations de paratonnerres, de parafoudres et de vérifications.

L'ARF a été réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2.

Conclusions de l'ARF :

- protection optionnelle des infrastructures recensées (bâtiment principal et bureaux & locaux sociaux) ;
- mise à la terre des canalisations métalliques des RIA (robinets d'incendie armés) à prévoir ;
- mise en place de procédures spécifiques (en interne) de prévention d'orage nécessaire (ne pas exercer d'activités en extérieur et ne pas intervenir sur les installations électriques BT (basse tension), courants faibles et télécommunications) ;
- une étude technique n'est pas nécessaire ;
- à titre de recommandation, mise en place de parafoudre au niveau des armoires électriques.

Une étude technique (ET) a été réalisée par l'organisme 1G Group : rapport en date du 26/12/2024, référencé 1GF.24.2449.

Recommandations de l'ET :

- installation d'un parafoudre de type 1+2 au niveau du TGBT (tableau général basse tension) du hangar ;
- installation d'un parafoudre de type 2 au niveau de l'armoire générale du bâtiment accueil ;
- mise à la terre pour chaque canalisation RIA (3) et réalisation du plan d'implantation des liaisons équipotentielles à l'issue de l'exécution des travaux.

Interrogé sur les suites données aux conclusions de l'ARF et aux recommandations de l'ET, par courriel du 19/09/2025 l'exploitant a déclaré que :

- l'installation des deux parafoudres par les services techniques de PURFER est en cours,

- la documentation technique associée sera mise à jour (plan + procédure de vérification),
- la mise à la terre des RIA n'est pas retenue pour le moment (elle le sera en cas de remplacement des équipements).

Lors de la visite d'inspection du 03/03/2026, il est constaté que les deux parafoudres n'ont pas été installés. L'exploitant déclare que les travaux ont été retardés car une intervention électrique importante est à réaliser en premier lieu (remplacement transformateur). L'exploitant s'est engagé sur la prise en compte à venir de cette recommandation issue de l'ET.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- à l'issue des travaux, justifier l'installation des deux parafoudres selon les recommandations formulées dans l'étude technique foudre.
- expliquer les raisons pour lesquelles la recommandation de mise à la terre des RIA n'est pas prise en compte.
- actualiser l'EDD pour ce qui concerne la partie foudre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : EDD / risque température élevée**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, cause externe

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers du site répondant aux dispositions de l'article L181-25 du code de l'environnement.

**Constats :**

Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées la mise à jour de l'étude de dangers de ses installations exploitées sur la commune de Sorgues.

Par courriel du 7 août 2025, l'Inspection a formulé plusieurs observations, besoins de clarification et demandes de compléments, en particulier pour le potentiel de danger lié à une température élevée. Il a été demandé de préciser la mesure de maîtrise des causes « détection précoce (en cours de mise en œuvre) sur ZSCD ».

Par courriel du 19 septembre 2025, l'exploitant a apporté des éléments de réponse.

En effet, l'événement redouté est une augmentation de la température des produits stockés sous



l'effet de la chaleur, pouvant conduire à un départ de feu. Pour maîtriser les causes de ce potentiel de risques évalué comme modéré sur le site de Sorgues, l'exploitant déclare qu'une détection automatique d'incendie, comme prévu pour les zones susceptibles de contenir des déchets, est en cours de mise en œuvre.

Comme indiqué dans le point de contrôle n° 3, lors de la visite d'inspection du 3 mars 2026, il est constaté que l'exploitant n'a pas équipé le site de Sorgues d'une détection automatique d'incendie. Il le sera prochainement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- justifier que toutes les zones contenant des déchets ou produits stockés dans des conditions telles qu'ils sont exposés à l'effet de la chaleur sont couvertes par un dispositif de détection automatique d'incendie.
- actualiser l'EDD pour ce qui concerne la partie risque température élevée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : EDD / aménagement de prescription / état des stocks**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/07/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, aménagement d'une disposition réglementaire

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers du site répondant aux dispositions de l'article L181-25 du code de l'environnement.

Article 13 de l'AMPG du 06/06/2018 ICPE Enregistrement 2711, 2713, 2714 et 2716

*chapitre IV Entreposage des déchets :*

*« En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. [...] »*

**Constats :**

Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées la mise à jour de l'étude de dangers de ses installations exploitées sur la commune de Sorgues.

Par courriel du 7 août 2025, l'Inspection a formulé plusieurs observations, besoins de clarification et demandes de compléments, en particulier pour une demande d'aménagement de prescription.

Par courriel du 19 septembre 2025, l'exploitant a apporté des éléments de réponse.

Dans l'EDD, l'exploitant sollicite la mise à jour hebdomadaire de l'état des matières pour l'ensemble des produits, à l'exception des déchets dangereux relevés quotidiennement (dispositifs de jaugeage mis en œuvre sur chaque capacité).

Il a été demandé de clarifier cette sollicitation.

En réponse, l'exploitant a déclaré que le paragraphe est formulé de façon erronée. L'état des stocks de déchets est bien disponible « en temps réel » qu'ils soient dangereux ou non dangereux, ce qui répond aux exigences de l'article 13 de l'arrêté ministériel.

Lors de la visite d'inspection du 3 mars 2026, l'exploitant indique qu'il dispose d'un état des stocks des déchets présents sur site par type d'exploitation, à savoir : Fer Sorgues, VHU Sorgues et MNF (métaux non ferreux) Sorgues. Un extrait de l'état des stocks au jour de la visite a été présenté et commenté. Les quantités sont exprimées en tonnes. À titre d'exemple, présence de 1 225 t de fer 72 t de métaux non ferreux. L'exploitant précise que l'état des stocks resterait accessible y compris en cas de perte d'utilité, car il peut être édité sur l'ensemble des sites du groupe et donc communicable à la demande.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de corriger l'EDD pour ce qui concerne la partie état des stocks.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois